

Approche de l'Union européenne sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire

2013/2110(INI) - 12/11/2013 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du développement a adopté le rapport d'initiative de Gay MITCHELL (PPE, IE) sur l'approche de l'UE sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement : «tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire», en réponse à la communication de la Commission portant sur le même thème.

Les députés rappellent que, selon les Nations unies, depuis 1992, les catastrophes ont touché 4,4 milliards de personnes dans le monde, causé 2 milliards de dollars de dégâts ainsi que 1,3 million de morts. En 2011, les pertes dues aux catastrophes se sont chiffrées à plus de 300 milliards de dollars.

Les Nations unies indiquent par ailleurs que la population mondiale en milieu urbain devrait connaître un accroissement de **72% d'ici à 2050**, dont une large partie dans les pays moins avancés, augmentant ainsi considérablement la population exposée aux risques de catastrophes.

Face à ce constat, les députés se félicitent à la fois de la [communication sur la résilience de 2012](#) de la Commission et de ses objectifs ainsi que du document intitulé "[Action Plan for Resilience in Crisis-Prone Countries 2013-2020](#)" et de ses priorités. Ils exhortent la Commission ainsi que le service européen pour l'action extérieure (SEAE) à mettre en œuvre leurs propositions et priorités et à s'assurer que d'importants progrès soient réalisés en vue d'atteindre les objectifs visés.

Approche européenne de la résilience : les députés appellent la Commission à intégrer fermement des mesures de résilience aux volets des programmes relatifs à l'aide humanitaire et au développement. Ils insistent sur la nécessité d'établir une relation plus étroite entre les interventions humanitaires à court terme et les programmes de développement à long terme lesquels devraient intégrer les questions de résilience. Pour les députés, **l'approche de l'Union sur la résilience devrait se concentrer avant tout sur les populations les plus vulnérables, les plus pauvres et les plus marginalisées**, qui s'avèrent très exposées aux risques. À long terme, cette approche devrait aborder la question de la détérioration de l'écosystème, et en particulier de l'agriculture, de l'eau, de la biodiversité et des ressources piscicoles.

La Commission est donc appelée à cibler son agenda de la résilience sur les États fragiles.

La réduction des risques de catastrophes (RRC), élément essentiel de la résilience : les députés soulignent qu'une gestion efficace des réponses apportées aux catastrophes devrait tenir compte de la mise en place d'un cadre permettant la mobilisation immédiate de toutes les ressources disponibles au sein des programmes de développement et d'aide humanitaire. Ils appellent l'Union européenne, ses États membres et les gouvernements des pays partenaires à améliorer et à mettre au point des stratégies de RRC sur base **d'une évaluation des risques et d'un renforcement des systèmes d'alerte précoce**, surtout dans les pays fragiles.

L'Union et ses États membres ainsi que les pays partenaires devraient en outre tenir compte :

- de la viabilité environnementale et de la gestion des risques de catastrophes dans les programmes relatifs à la réforme de la gouvernance foncière ;
- du changement climatique.

La cohérence et la complémentarité entre les OMD et la RRC devrait en outre être assurée pour l'après-2015.

Développement durable, protection sociale et résilience collective : les députés invitent à prêter une plus grande attention aux catastrophes à **petite échelle** afin d'en faire des cibles clés de l'approche de la résilience, et accroître la visibilité des dégâts occasionnés par ce type de catastrophes.

Ils soulignent le besoin de renforcer et de développer l'éducation dans le contexte de catastrophes et d'urgences, en s'appuyant sur les autorités locales et les organisations de la société civile.

Ils demandent également que des données soient collectées régulièrement, notamment des données météorologiques ainsi que sur les récoltes, le cheptel, le fonctionnement des marchés, l'état nutritionnel des enfants et des personnes les plus défavorisées, les mécanismes de RRC existants ..., afin de faciliter les mesures d'alerte précoce.

Tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire et des catastrophes antérieures : les députés appellent l'Union à tirer les enseignements de la politique de coopération qu'elle a menée ces dernières décennies et à émettre des propositions pour promouvoir dans la pratique la cohérence des politiques pour le développement. Ils constatent en particulier que les crises alimentaires et nutritionnelles sont devenues de plus en plus fréquentes dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique, où des millions de personnes vivent sans accès à des aliments en suffisance. Ils insistent sur le fait que les causes profondes des crises alimentaires sont plus complexes aujourd'hui que par le passé, les populations pauvres devenant plus exposées aux chocs des prix.

Les députés constatent en outre que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique est **le premier et plus important facteur de vulnérabilité aux crises alimentaires**, étant donné qu'elle réduit la capacité des individus à se prémunir contre les risques, à résister aux crises et à rebondir ensuite. La question de la sécurité alimentaire devrait dès lors être traitée en priorité en matière de résilience, en éliminant notamment les pratiques non durables telles que le dumping des produits agricoles et les réglementations commerciales déloyales. Les députés observent à cet égard que le Niger, le Burkina Faso et le Mali apportent les preuves que les techniques agro-écologiques bon marché, et en particulier l'agrosylviculture et la conservation des sols et de l'eau, ont amélioré la résilience des petits exploitants face à l'insécurité alimentaire. Il conviendrait donc d'intégrer **des éléments non agricoles** aux interventions agricoles et de s'assurer que l'amélioration de la nutrition figure explicitement parmi les objectifs des programmes agricoles.

Meilleure coordination des efforts et meilleurs modes de financement : les députés rappellent que selon une étude quelque 800 millions EUR pourraient être économisés chaque année en termes de coûts de transaction si les donateurs concentraient leurs efforts sur un plus petit nombre de pays et d'activités. À cet égard, ils soulignent l'importance des petits éleveurs nomades et des populations pastorales pour améliorer les processus nutritionnels.

Parallèlement, les députés invitent à une plus grande collaboration entre le secteur public et le secteur privé en matière de RRC et de résilience. Ils prient toutefois la Commission d'élaborer un projet de proposition définissant **des règles relatives au partenariat public-privé**, y compris des évaluations des incidences sur le plan social et écologique, afin d'empêcher, entre autres, l'exacerbation des conflits liés à **l'utilisation des terres ou à l'accès aux ressources en eau**, dans l'optique de protéger les petits

agriculteurs. Ils recommandent également une plus grande collaboration avec les pays tiers et les institutions internationales et régionales en matière de préparation aux catastrophes, ainsi que d'intervention et de reconstruction après une catastrophe.

Enfin, les députés indiquent que même si l'Union et les organisations internationales peuvent accomplir des progrès en matière de RRC et de renforcement de la résilience dans les pays en développement, **ce sont d'abord aux gouvernements nationaux qu'il revient de renforcer la sécurité de leurs citoyens.**

Les pays partenaires ont donc besoin d'un engagement politique fort pour soutenir et mettre en œuvre les activités liées à la RRC et au renforcement de la résilience.